

## Etat d'avancement du projet – 30 Juin 2008

|   |  |   |
|---|--|---|
| <b>Domaine Prioritaire :</b>                                  |  |   |
| Entités des Nations Unies chargées de la mise en œuvre : PNUD |  | <b>Ministère de tutelle : Ministère à la Présidence Chargé de la Bonne Gouvernance, de la Privatisation, de l'Inspection Générale de l'Etat et de l'Administration Locale</b>   |
| <b>Projet BDI/A-1</b>   | <b>Appui au renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption et les malversations diverses a travers tout le pays</b> |   |
| <b>Couverture géographique</b>                                | Tout le pays   |   |
| <b>Budget approuvé</b>  | 1 500 000 USD  |   |
| <b>Décision de transfert de fonds par NY</b>                  | 05 avril 2007  |   |
| <b>Date de démarrage : 03 octobre 2007</b>                    |  | <b>Date prévue pour la clôture du projet : 31 décembre 2008</b>   |
| <b>Retard éventuel (mois)</b>                                 | 5 mois   | <b>Commentaires sur le retard éventuel</b>  |
|   |  | Les difficultés du pays et la situation politique qui amènent les pouvoirs publics, lors des arbitrages sur le budget de l'Etat à prendre du temps et à attribuer moins de ressources à la création de commissariats régionaux pour décentraliser les activités de la Brigade spéciale anti-corruption ce qui se répercute sur les opérations du projet dans son appui à ces structures décentralisées ainsi que l'arrivée de nouveaux acteurs (surtout au niveau de la société civile) qui s'impliquent dans la lutte contre la corruption dont les besoins sont difficilement pris en charge dans le cadre de l'appui que le projet peut apporter, vont poser les problèmes. Il en est de même du retard mis dans le traitement de nos TDRS ou des dossiers au niveau du Centre intégré des services qui ne permettent pas l'accélération des activités du projet quant à la mise en œuvre. |

### Réalizations quantitatives par rapport aux objectifs et aux résultats

| <b>Résultats attendus</b>   | <b>Activités prévues</b>   | <b>Réalisations</b>  |
|---|--|--|
| <b>Résultat 1 : les jugements sont rendus dans les délais raisonnables</b>  | Activité 1.1 : disponibiliser les équipements/Renforcement matériel  | Tous les équipements ont été remis aux bénéficiaires, sauf le mobilier qui devrait être distribué à la Brigade spéciale anti-corruption, mais dont la commande est encours. Cette réalisation a poussé les Institutions anti-corruption appuyées par le projet d'accélérer le traitement de leurs dossiers respectifs jusqu'à la finalisation de 80% des dossiers qui étaient es suspens dans moins de trois mois juste après l'appui du projet. |
|   | Activité 1.2. : Renforcement les capacités humaines de la Cour et de la Brigade spéciale anti-corruption   | Toutes les formations ont été réalisées, il reste la formation technique en informatique. Cette réalisation a poussé les cadres de ces Institutions anti-corruption appuyées par le projet, qui ne comprenaient pas bien le contenu de leur mission à parvenir à exercer leurs rôles.  |
|   | Activité 1.3 : organiser une formation en Afrique du sud et 2 missions d'études à l'étranger à l'intention de 4 cadres de la Cour et de la Brigade   | Cadres de la Cour et de la Brigade anti corruption ont été tous formés en Afrique du sud comme prévu. Il reste 2 missions d'études à l'étranger.   |
| <b>Résultats 2 : Population informée sur les mécanismes de lutte contre la corruption et les responsabilités des différents acteurs</b> | Activité 2.1 : renforcement des capacités de l'OLUCOME en lui fournissant les équipements et les autres ressources nécessaires à l'accomplissement de leur mission de lutte contre la corruption | L'OLUCOME a déjà bénéficié d'un appui matériel ci-après :<br>-un véhicule ;<br>- 3 ordinateurs avec accessoires ;<br>-des instruments de prise de son et d'images ; ce qui lui a permis d'accélérer la création des comités locaux de surveillance des actes de corruption et de malversation et la diffusion des rapports sur les actes de corruption   |
|   | Activité 2.2 : Identification des acteurs clefs à tous les niveaux   | L'activité est encours de réalisation  |
|   | Activité 2.3 : Organiser un atelier de formation en faveur des membres de l'OLUCOME  | L'activité est encours de réalisation  |
|   | Activité 2.4 : Amélioration de la communication de l'OLUCOME par la  | L'activité est encours de réalisation  |

|  |   |   |
|--|---|---|
|  | création d'un site web  |   |
| <b>Résultat 3 : les synergies entre les OSC de lutte contre la corruption sont et les deux structures gouvernementales (la Cour et la Brigade) sont recherchées et un cadre de concertation est créé</b> | Activité 3.1: Organiser quatre (4) ateliers régionaux de sensibilisation à Bujumbura, Ngozi, Gitega et Bururi, à des médias, de la société civile et du secteur privé   | L'appel d'offre pour le recrutement des agences/entités d'exécution de cette activité est encours   |
|  | Activité 3.2 : Organiser deux ateliers de formation et de sensibilisation à Bujumbura et à Gitega à destination des magistrats des juridictions ordinaires sur la loi anti-corruption et leur rôle dans la lutte contre la corruption.  | L'appel d'offre pour le recrutement des agences/entités d'exécution de cette activité est encours   |
|  | Activité 3.3 : Organiser deux (2) ateliers nationaux de sensibilisation à destination de la société civile, des médias, des administrateurs et de la population a la base, dont un à Bujumbura et un autre à Gitega à destination des medias, de la société civile et du secteur privé sur la prévention et la lutte contre la corruption | Un appui pour la sensibilisation des populations, de la Société civile et des cadres de l'administration œuvrant en Mairie de Bujumbura a été déjà réalisé au cours de la Journée Internationale de Lutte contre la corruption en décembre 2007 au cours de laquelle d'important engagement ont été pris par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la corruption et de la promotion de la bonne gouvernance. |
|  | Activité 3.4 : organisation de 34 ateliers/réunions dans les communes du pays pour la sensibilisation de la population à la base  | <b>L'appel d'offre pour le recrutement des agences/entités d'exécution de cette activité est encours</b>  |
| <b>Taux d'exécution budgétaire : 47.52%</b>  |   |   |

#### Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats

Les partenaires/bénéficiaires gouvernementaux et de la société civile apprécient très positivement les appuis qui leur ont été apporté au regard de l'impact que ceux-ci ont apporté dans la réalisation de leurs activités de lutte contre la corruption et les infractions connexes. En effet, l'appui du projet a permis à la Brigade et la Cour anti-corruption d'accélérer les dossiers que ce soit au niveau des enquêtes/des instructions, des assignations ou au niveau des arrêts rendus. De plus, les actions de dissuasion qui sont menés par ces deux institutions et les OSC anti-corruption amènent de plus en plus la population d'une part, à dénoncer les actes de corruption à tous les niveaux et d'autre part à avoir peur de corrompre ou d'être corrompue.